

admis à la vérité qu'en matière de transactions, celles d'entre elles qui se rapportent à des objets régis par le droit fédéral sont elles-mêmes soumises à ce dernier (voir arrêt du Tribunal fédéral en la cause Jenny contre Blumer, *Recueil officiel* XV, page 829, consid. 3); mais il n'est pas moins incontestable en revanche que c'est le droit cantonal qui leur est applicable, lorsque l'objet qu'elles sont destinées à régler appelle lui-même l'application du droit cantonal, comme ce serait le cas si l'on adoptait la troisième des éventualités indiquées ci-dessus.

Dans ces conditions il ne pourrait être question de l'application du droit fédéral que si l'on devait admettre que la somme de 5000 francs promise au demandeur dans l'écrit du 28 avril 1892 l'a été à titre de commission, soit de rémunération pour l'exécution d'un mandat; mais rien de pareil n'a eu lieu dans l'espèce, et l'existence d'une stipulation de cette nature n'a même jamais été alléguée en procédure.

2° La cause actuelle n'appelant ainsi à aucun titre l'application de lois fédérales, le Tribunal de céans n'a pas compétence, vu le prescrit de l'art. 56 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, pour statuer sur la présente contestation.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Il n'est pas entré en matière, pour cause d'incompétence, sur le recours du sieur Georges Pontet.

60. Arrêt du 28 juin 1895,
dans la cause Sangsue contre Zuber.

Le 10 mars 1891 il est intervenu entre Théophile Zuber et Jules Chalverat, fruitier à Cornol, un contrat par lequel Zuber s'engageait à livrer à Chalverat, depuis le 1^{er} mai 1891 au 1^{er} mai 1892, au prix de 14 centimes le litre, le lait provenant des fermes Derrière-Monterri et Sous-le-Bois. Dans ce

contrat sont intervenus comme cautions solidaires pour garantir les engagements de Jules Chalverat, les sieurs François Sangsue et Joseph Chalverat.

Zuber a fourni à Jules Chalverat du lait pour une somme totale de 11833 fr. 75 c. Pour parvenir au paiement de 6558 francs restés dus sur cette somme, Th. Zuber a, par demande du 14 juin 1892, intenté une action à Jules Chalverat; il a attaqué en même temps F. Sangsue comme caution solidaire. Jules Chalverat et F. Sangsue ont résisté à la demande, en invoquant les mêmes moyens de défense au fond; toutefois Sangsue a soulevé pour sa part une exception dilatoire, tirée de ce qu'il n'était pas caution solidaire avec le débiteur principal, mais seulement caution simple à l'égard de ce dernier.

Par arrêt du 21 décembre 1893, la cour d'appel et de cassation du canton de Berne a admis cette exception, mais elle a condamné Jules Chalverat à payer à Zuber une somme de 5199 fr. 71 c., plus intérêts et frais; en revanche, elle a condamné Zuber à payer à Sangsue une somme de 199 fr. 80 c. pour ses frais. En exécution de cet arrêt, le demandeur Zuber a intenté des poursuites à Jules Chalverat; il a requis la saisie le 3 février 1884, mais le débiteur ayant déclaré ne rien posséder, l'office de Porrentruy n'a dressé qu'un procès-verbal de carence contre Chalverat.

Le demandeur a fait alors notifier le 28 février 1894 un commandement de payer à F. Sangsue, comme caution de Jules Chalverat, pour la totalité des sommes qui lui sont dues par ce dernier; ce commandement de payer a été frappé d'opposition par le défendeur.

Fondé sur ces faits, et par exposé de demande, notifié le 6 avril 1894, Th. Zuber a intenté à F. Sangsue une action tendant à faire condamner le dit défendeur à lui payer :

1° 5199 fr. 70 c. avec intérêts au 5⁰/₀ dès le 17 juin 1892, dus par Jules Chalverat pour prix de lait fourni, suivant l'arrêt de la cour d'appel du 21 décembre 1893.

2° 443 francs pour frais liquidés au dit arrêt au profit du demandeur.

3° 3 fr. 90 c., frais de poursuites, le tout sous déduction de 190 fr. 80 c. dus par le demandeur au défendeur selon le même arrêt.

Le défendeur Sangsue a conclu, de son côté, dans sa réponse:

1° Dilatoirement, à être renvoyé provisoirement des fins de la demande.

2° Eventuellement et quant au fond : a) à ce qu'il soit reconnu que le défendeur ne doit que la somme de 1192 fr. 45 c., moitié de celle de 2384 fr. 90 c., représentant le prix du lait fourni par le demandeur à Jules Chalverat pendant les mois de février, mars et avril 1892, avec les intérêts à 5 % d'une année, plus celle de 21 fr. 95 c. avec les intérêts à 5 % dès la notification du commandement de payer, et celle de 1 fr. 90 c. pour moitié de celle réclamée sous chiffre 3 des conclusions de la demande; b) à ce qu'il soit dit et reconnu que le défendeur, comme caution de Jules Chalverat, ne doit que la somme de 2599 fr. 85 c. avec les intérêts au 5 % courants et ceux échus d'une année, plus celle de 21 fr. 95 c. pour solde de frais, plus enfin 1 fr. 90 c., moitié de la somme réclamée sous chiffre 3 des conclusions de la demande; c) plus éventuellement encore, pour le cas où les sommes principales réclamées en demande seraient accordées au demandeur, à ce que ce dernier soit débouté de ses conclusions quant aux intérêts réclamés pour tout ce qui dépassera ceux échus d'une année.

Le 9 novembre 1894 les parties ont déclaré devant le président du tribunal de Porrentruy vouloir prêter le tribunal de première instance.

Statuant en la cause le 27 avril 1895, la cour d'appel et de cassation de Berne a débouté le défendeur des fins de son exception dilatoire, adjugé les conclusions de la demande pour les sommes mentionnées sous chiffre 1, 2 et 3 des dites conclusions, sous déduction toutefois de 199 fr. 80 avec intérêts à 5 % dès le 21 décembre 1883 dus par le demandeur au défendeur, et condamné le défendeur aux frais. Ce jugement a été notifié aux parties le 17 mai 1895. C'est contre ce jugement que le défendeur Sangsue a, sous date du 13 mai déjà, déclaré recourir en réforme au Tribunal fédéral.

Cette déclaration de recours est conçue comme suit :

Le soussigné, en sa qualité de mandataire de F. Sangsue, cultivateur à Cornol, déclare par les présentes recourir au Tribunal fédéral pour obtenir la réforme du jugement rendu par la cour d'appel et de cassation du canton de Berne le 27 avril 1895 dans la cause liée entre Théophile Zuber et le susdit F. Sangsue.

» Il se réserve d'indiquer, une fois l'arrêt et les actes en sa possession, les points sur lesquels la réforme est demandée et de donner l'énonciation sommaire des motifs à l'appui.

» En tous cas et en toute éventualité, il déclare déjà porter la demande de réforme sur l'exception dilatoire soulevée en procédure et sur le moyen tiré de la non-solidarité entre les deux cautions et il indique comme motifs ceux invoqués en procédure sur ces deux points.

» Porrentruy, le 13 mai 1895,

» Signé: CHALVERAT, avocat. »

En transmettant, le 20 mai 1895, au Tribunal fédéral cette déclaration, ainsi que la copie de l'arrêt dont est recours et le dossier de Zuber, le président de la cour d'appel déclare que le recourant Sangsue n'a pas encore déposé son dossier ni son expédition de l'arrêt en question.

A partir de cette date, et jusqu'à ce jour, le recourant a gardé le silence, et n'a envoyé au Tribunal de céans aucune autre écriture à l'appui de son recours.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

Aux termes de l'art. 67, alinéas 1 et 2 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, le recours en réforme au Tribunal fédéral contre les décisions des tribunaux cantonaux s'effectue par le dépôt, auprès du tribunal qui a rendu le jugement, d'une déclaration écrite, qui doit indiquer dans quelle mesure le jugement est attaqué, et mentionner les modifications demandées.

Or la déclaration de recours déposée par F. Sangsue à la cour d'appel et de cassation de Berne le 13 mai écoulé, soit avant que l'arrêt attaqué ait été communiqué aux parties,

n'apparaît pas comme conforme aux exigences susvisées de la loi.

Dans cette déclaration en effet, dont le texte est reproduit dans les faits du présent arrêt, le recourant se réserve d'indiquer, une fois le jugement cantonal en sa possession, c'est-à-dire dans le délai de 20 jours établi à l'art. 65 de la loi précitée à partir de la communication du dit jugement, les points sur lesquels la réforme est demandée et de donner l'énonciation sommaire des motifs à l'appui. Or le dit recourant n'a donné aucune suite à sa réserve, et d'autre part la déclaration du 13 mai, antérieure à la notification du jugement cantonal aux parties, ne répond pas à la prescription de l'art. 67, alinéa 2 précité, puisqu'elle ne mentionne pas d'une manière complète et définitive, et qu'elle ne pouvait d'ailleurs indiquer dans quelle mesure le jugement en question était attaqué, ni quelles étaient les modifications demandées à ce jugement; en effet cette déclaration ne porte évidemment qu'un caractère préparatoire et provisoire et elle ne saurait être considérée dès lors comme satisfaisant aux exigences de la loi.

2° L'art. 67 précité voulant évidemment que le recourant déclare d'une manière complète et définitive, et par des conclusions expresses, les modifications qu'il estime devoir être apportées au jugement incriminé, il ne suffisait pas, pour répondre à cette exigence, de déclarer, ainsi que l'a fait le recourant, d'une manière vague et générale, que la demande en réforme porte « sur l'exception dilatoire soulevée en procédure et sur le moyen tiré de la non-solidarité des cautions. »

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral

prononce :

Il n'est pas entré en matière, pour inobservation des formalités légales, sur le recours du sieur F. Sangsue.

III. Haftpflicht der Eisenbahn- und Dampfschiffunternehmungen bei Tödtungen und Verletzungen.

Responsabilité des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur en cas d'accident entraînant mort d'homme ou lésions corporelles.

61. Urteil vom 16. Mai 1895 in Sachen
Häubi gegen Schweizerische Centralbahngesellschaft.

A. Durch Urteil vom 8. Februar 1895 hat der Appellations- und Kassationshof des Kantons Bern erkannt :

1. Die Beklagte, Gesellschaft der Schweizerischen Centralbahn, ist mit ihrer peremptorischen Einrede abgewiesen.

2. Die Klägerin, Elise Häubi geb. Nyffeler, für sich und Namens sie handelt, ist mit ihrem Klagebegehren abgewiesen.

B. Gegen dieses Urteil erklärte Elise Häubi für sich und ihre Kinder die Berufung an das Bundesgericht mit dem Antrage, es sei Dispositiv 2 genannten Urteils aufzuheben und die Beklagte Bahngesellschaft schuldig zu erklären, den Klägern angemessene Entschädigung nach richterlichem Ermessen, jedoch im Betrage von über 4000 Fr. zu leisten.

Zugleich ersucht genannte Partei um Erteilung des Armenrechtes und Beigabe eines Rechtsbeistandes.

Die beklagte Bahngesellschaft erklärte die Anschlussberufung mit dem Antrage, es sei ihr die Verjährungseinrede zuzusprechen.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung :

1. Ulrich Häubi, geboren 1844, verheiratet mit Elise, geb. Nyffeler und Vater zweier Kinder, Maria und Friedrich, war seit Juni 1891 als Gramper bei der Schweizerischen Centralbahngesellschaft angestellt und arbeitete als solcher auf der Strecke Murgenthal-Sangenthal. Am 28. September 1891, morgens, erhielt die Arbeitergruppe, welcher er angehörte, in Abänderung einer

früheren Ordre, die Weisung, statt in der Nähe des Wärterhauses Andres, bei der Station Roggwyl, in der Nähe der Station Langenthal zu arbeiten. Etwas vor 12 Uhr verließ er die Arbeit, indem er dem Vorarbeiter Herzig mittheilte, sein Mittagessen sei durch seine Familie von Wynau in das Wärterhaus Andres gebracht worden; er müsse sich beeilen, um bei Beginn der Arbeitszeit wieder zurück zu sein. Häubi entfernte sich darauf auf dem Bahnkörper. Hier wurde unmittelbar nachdem der ihm entgegengefahrende Zug Nr. 10, Olten-Bern, vorbeigefahren war, von dem auf dem andern Geleise herankommenden Zug Nr. 13, Bern-Olten, dem er trotz abgegebener Warnungssignale nicht auswich, erfasst und sofort getödtet. Unterm 3. November 1891 richtete darauf Pfarrer Blattner in Wynau ein Schreiben an das Direktorium der Schweizerischen Centralbahn, worin er auf die bedrängte Lage der Hinterbliebenen hinwies und daran die Bitte knüpfte, es wolle ihm zu Händen der Wittwe Häubi, die er dem Wohlwollen empfehle, mitgeteilt werden, ob die Bahngesellschaft und eventuell was sie für die Hinterbliebenen zu tun gedenke. Unterm 13. gleichen Monats erteilte das Direktorium der Centralbahn an Pfarrer Blattner die Antwort, eine gesetzliche Pflicht zur Entschädigung werde deswegen abgelehnt, weil der Verunglückte zur Zeit des Unfalles ohne dienstliche Verrichtung und entgegen der bestehenden Vorschriften sich auf den Bahngeleisen befunden habe und ein Opfer seiner eigenen Unvorsichtigkeit geworden sei; doch wolle man, um die Lage der Hinterbliebenen einigermaßen lindern zu helfen, der Wittwe eine einmalige freiwillige Erbstung von 250 Fr. verabfolgen. Diese wurde dann auch ausbezahlt. Unterm 2. September 1892 ließ sodann Wittwe Häubi die Centralbahngesellschaft zum Ausöhnungsversuch vor Friedensrichteramt Bern laden; der bezügliche Vorstand fand am 12. gleichen Monats statt, wurde jedoch als fruchtlos abgelaufen erklärt. Unterm 6. November 1893 erhob Wittwe Häubi für sich und ihre Kinder beim Amtsgericht von Bern Klage aus Haftpflicht gegen die Schweizerische Centralbahngesellschaft. Genanntes Gericht wies die Klage ab, weil der Haftpflichtanspruch verjährt sei. In zweiter Instanz dagegen fällte der bernische Appellations- und Kassationshof das eingangs

erwähnte Urteil, indem er im wesentlichen von folgenden Erwägungen ausging: Die Verjährung des Haftpflichtanspruches (Art. 10 C.-H.-G.) sei durch die friedenrichterliche Ladung nicht unterbrochen worden (Amtliche Sammlung VII, S. 537); die Klage sodann sei erst am 10. November 1893 beim Richteramt Bern eingelangt. Dagegen habe Pfarrer Blattner unterm 3. November 1891 Namens der Hinterlassenen des Häubi ein Schreiben an die Beklagte erlassen und frage es sich, ob dies Schreiben eine Unterbrechung der Verjährung bewirkt und die bezügliche Antwort der Gesellschaft vom 13. gleichen Monats einen neuen Anfangspunkt für den Lauf einer neuen zweijährigen Verjährungsfrist gebildet habe. Nun könne zwar die Fassung genannten Schreibens zu Zweifeln Anlaß bieten, ob dasselbe eine Reklamation oder ein bloßes Bittgesuch sei; entscheidend sei jedoch die Art und Weise, wie die Bahngesellschaft das Schreiben beantwortet habe. Dieselbe habe nämlich das betreffende Schreiben als Reklamation im Sinne des Gesetzes behandelt und beantwortet und könne nun nachträglich nicht behaupten, daß es in Wirklichkeit keine die Verjährung unterbrechende Reklamation darstelle. Wenn sodann Beklagte behaupte, daß fragliches Schreiben gar nicht Namens der Witwe Häubi erlassen worden sei, so bezeuge Pfarrer Blattner das Gegenteil, und habe übrigens die Beklagte selbst ihr Antwortschreiben vom 13. November 1891 an Pfarrer Blattner gerichtet, ihn also als Beauftragten der Witwe Häubi behandelt. Sei demnach auf die Sache selbst einzutreten, so könne zunächst nicht angenommen werden, daß Wittwe Häubi durch Annahme der Zahlung von 250 Fr. auf ihre Ansprüche verzichtet habe; genannter Betrag sei eben nur als freiwillige Erbstung gegeben und genommen worden. Was sodann die Frage des Verschuldens Häubis betreffe, so liege ein solches nicht darin, daß er sein Mittagessen nicht mit sich genommen, sondern in das Wärterhaus Andres habe schaffen lassen; er habe eben laut erteilter Ordre geglaubt, es werde in der Nähe genannten Hauses gearbeitet, und sei dann erst durch Contre-Ordre nach Langenthal dirigiert worden. Übrigens habe der Vorarbeiter stillschweigend zugelassen, daß Häubi sich behufs Einnahme des Mittagessens gegen das Wärterhaus zu entfernte, und liege darin ein stillschweigendes

Einverständnis zu diesem Gange, dies um so mehr, als auf der Strecke Langenthal-Roggwyl dem Bahnpersonal während der Essenspause keine Lokalitäten im Sinne von Art. 9 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz betreffend die Arbeitszeit beim Betrieb der Eisenbahnen zur Verfügung ständen und Häubi zum Mittagessen nicht nach seinem beträchtlich entfernten Wohnorte Wynau gehen konnte. Daß aber Häubi, trotz gegenteiliger Vorschrift (Art. 13 der Dienstanweisung vom 5. August 1890), den Bahnkörper als Weg benutzte, dafür lasse sich als genügende Entschuldigung anführen, daß das vorschriftswidrige Betreten zc. der Geleise unter den Augen der Vorgesetzten ausgeübt und von ihnen geduldet wurde. Ein Selbstverschulden liege auch nicht darin, daß Häubi nicht statt des Bahngeleises den westlich davon gelegenen Parallelweg benutzt habe. Wohl aber treffe die Einrede des Selbstverschuldens zu wegen des gänzlichen Mangels an Vorsicht, welchen Häubi anlässlich des Unfalles an den Tag legte. Denn auch abgesehen von der ihm gehörig bekannt gegebenen Vorschrift wonach er auf das Banquette oder die Böschung mindestens 1 1/2 Meter vom äußern Schienenstrang entfernt hätte ausweichen sollen, sei es ganz unbegreiflich und mit der allergewöhnlichsten Vorsicht eines normal veranlagten Menschen unvereinbar, daß Häubi, nachdem er dem Zuge Olten-Bern ausgewichen, in unmittelbarer Nähe der Kreuzungsstelle das Geleise betrat, auf welchem der Zug Bern-Olten daherfuhr. Seit mehreren Monaten an der Linie beschäftigt, habe Häubi wissen müssen, daß eine Kreuzung der zwei Züge bevorstand; er habe daher allen Anlaß gehabt, Vorsicht walten zu lassen; ferner hatte er aber auch Gelegenheit dazu, indem seine Aufmerksamkeit durch keine dienstlichen Obliegenheiten in Anspruch genommen war. Hiedurch unterscheide sich der vorliegende Fall vom Fall Leu gegen Schweizerische Centralbahn (Amtliche Sammlung XVIII, S. 242). Das Verhalten des Häubi am 28. September 1891 entspreche auch nicht den bescheidensten Anforderungen, welche unter den gegebenen Verhältnissen an einen ordentlichen Bahnarbeiter gestellt werden müßten. In der Replik sei nun zwar eventuell auf Mitverschulden der Beklagten abgestellt worden. Allein ein solches liege vorab nicht darin, daß der Zug nicht rechtzeitig angehalten worden sei;

es wäre dies übrigens, da derselbe mit einer Geschwindigkeit von circa 70 Kilometer per Stunde fuhr, wohl nicht mehr möglich gewesen. Abgesehen davon habe es die Zugbedienung an Warnungssignalen nicht fehlen lassen, und durfte dieselbe doch füglich annehmen, daß Häubi dieselben hören und dem Zuge ausweichen werde zumal die Linie an der Unfallstelle ganz frei war und nach beiden Richtungen einen Ausblick auf eine Distanz von mindestens 400 Meter gestattete. Da also ein Mitverschulden der Beklagten nicht vorliege, sei die Haftpflicht derselben auf Grund des Selbstverschuldens des Verunglückten, auszuschließen.

2. Der Unfall, welchem Ulrich Häubi zum Opfer fiel, fand am 28. September 1891 statt; die betreffende Haftpflichtklage wurde dann beim Amtsgericht Bern eingereicht unterm 10. November 1893. Zwischen dem Unfallstage und dem Tag der Einreichung der Klage waren also mehr als zwei Jahre verflossen. Die Beklagte behauptet nun, daß die Klage wegen Verjährung abzuweisen sei. Indes bestimmt Art. 10 E.-S.-G., daß die zweijährige Verjährungsfrist der Haftpflichtansprüche durch Anstellung der Klage und durch schriftliche Anbringung der Reklamation bei der Direktion der betreffenden Anstalt unterbrochen werde, und erst von einem bezüglichen abschlägigen Bescheide an eine neue zweijährige Verjährungsfrist zu laufen beginne. In casu hat nun zunächst Pfarrer Blattner in Wynau unterm 3. November 1891 eine Eingabe an die Direktion der Schweizerischen Centralbahn gerichtet, worin er sich zu Gunsten der Hinterlassenen Häubis verwendete. Bezüglich dieser Eingabe ist zwar geltend gemacht worden, daß sie sich in Wirklichkeit nicht als Reklamation, sondern als Bittschrift darstelle und überdies gar nicht im Namen der Hinterlassenen Häubis ergangen sei. Im Weiteren steht aber auch fest, daß die Wittve Häubi unterm 2. September 1892, also lange vor Ablauf der Frist des Art. 10 cit. an die Centralbahn eine Vorladung zum amtlichen Sühneverfuch vor Friedensrichteramt Bern erließ. In dieser (schriftlichen) Vorladung nun ist das Rechtsbegehren auf Entschädigung formuliert; dasselbe wurde dann am bezüglichen Vorstand vom 12. gleichen Monats behandelt und zwar von der Beklagten abgelehnt. Bezüglich der erwähnten (schriftlichen) Vorladung könnte sich nun

zunächst fragen, ob dieselbe nicht den Requisiten einer schriftlichen Reklamation im Sinne von Art. 10 cit. genügen dürfte. Ganz abgesehen davon ist unter den Worten „Anstellung der Klage“ (vide Art. 10 cit.) nicht bloß die Hängigmachung des Streitess beim Gerichte, sondern auch die Ladung zum amtlichen Sühneversuch zu verstehen. Die letztere steht daher auch auf dem Gebiete der Eisenbahnhaftpflicht, punkto Wirkung der Verjährungsunterbrechung der Klagerhebung gleich (hiezv vgl. Art. 154 D.-R.). Es geht also das Bundesgericht davon aus, daß in casu der Verjährungslauf durch die Ladung vor Friedensrichteramt unterbrochen worden ist. Demgemäß ist die Verjährungseinrede abzuweisen.

3. Muß demgemäß auf die Hauptsache eingetreten werden, so fällt in Betracht: Die beklagte Bahngesellschaft behauptet zunächst, daß die Witwe Häubi durch Annahme der 250 Fr. auf alle weiteren Ansprüche verzichtet habe. Indes ist für einen solchen Verzicht gar nichts beigebracht worden, umgekehrt ergibt sich, daß genannte Summe als freiwillige Tröstung gegeben wurde. Im Fernern wird aber geltend gemacht, daß der Unfall auf Selbstverschulden des Ulrich Häubi zurückzuführen sei, und aus diesem Grunde eine Haftpflicht zu Lasten der Bahn nicht bestehe. Als solches Selbstverschulden bezeichnet die Bahn schon die Tatsache, daß Häubi sein Mittagessen nicht mit sich genommen, sondern in das Wärterhaus Andres hatte tragen lassen, und daher gezwungen war, dasselbe dort zu holen; ferner erblickt sie ein Verschulden auch darin, daß sich Häubi auf dem Bahnkörper zum genannten Wärterhaus begab, anstatt eine dahin führende Straße zu benutzen. In Betreff der Verschuldensfrage ist nun zunächst zu beachten, daß Häubi Bahnarbeiter war; bei diesen aber wurde gemäß vorinstanzlicher Feststellung das Betreten des Bahnkörpers anlässlich dienstlicher Verrichtungen, speziell auch um auf den Arbeitsplatz zu gelangen oder sich von demselben zu entfernen, gebildet. Ubrigens könnten die erwähnten zwei Momente, von allem andern abgesehen, mit Bezug auf den Unfall auch nicht als kausal im rechtlichen Sinne anerkannt werden. Dagegen ist anderweitig allerdings ein Verschulden des Häubi und zwar kausales Verschulden konstatiert. Dasselbe liegt darin, daß er unmittelbar

vor dem Zuge in das betreffende Geleise, resp. in den Bereich des Zuges, trat. Diesbezüglich ist zu bemerken: Häubi war zur Zeit des Unfalles schon seit Monaten als Bahnarbeiter, und zwar auf der gleichen Strecke Murgenthal-Sangenthal angestellt gewesen; er mußte daher den Fahrplan der auf derselben kursierenden Züge im allgemeinen kennen und speziell auch wissen daß etwa um 12 Uhr Mittags die zwei Züge Bern-Olten und Olten-Bern sich auf fraglicher Strecke kreuzten. Daran mußte er auch noch dadurch erinnert werden, daß zunächst der Zug Olten-Bern an ihm vorbeifuhr; er war dadurch gewarnt und mußte bedenken, daß der andere Zug Bern-Olten in Bälde von hinten herfahren werde. Unter diesen Umständen war es seine Pflicht, wenn er überhaupt den Bahnkörper nahe bei den Geleisen als Weg benutzen wollte, der Linie einige Aufmerksamkeit zu schenken. Es war ihm dies übrigens sehr wohl möglich. Denn einmal ließ sich die Linie bei der Unfallstelle laut vorinstanzlicher Feststellung, zufolge ihrer Anlage, in der Richtung gegen Bern auf mehrere hundert Meter übersehen, und ist ferner gar nicht behauptet worden, daß etwa der Ausblick durch Nebel zc. behindert gewesen wäre; sodann aber mußte Häubi doch den daherkommenden Zug, eventuell mindestens dessen Warnungssignale hören. Wenn er nun trotzdem unmittelbar vor fraglichem Zuge in das Bereich desselben trat, so liegt darin zweifellos ein Verschulden; dasselbe hat den Unfall unmittelbar verursacht. Daraus ergibt sich aber, daß die Haftpflichtklage dann abzuweisen ist, wenn kein Mitverschulden der Beklagten dargetan wird.

4. Ein solches Mitverschulden der Bahngesellschaft ist nun freilich behauptet worden; die Kläger erblicken dasselbe darin, daß durch verspätete Contre-Ordre (speziell auch wegen Mangels an Lokalitäten für die Mittagspause, siehe Bundesgesetz betreffend die Arbeitszeit beim Betriebe der Eisenbahnen zc. vom 6. November 1891) Häubi gezwungen gewesen sei, den Gang zum Wärterhaus Andres zu machen, auf welchem Gange er den Tod fand. Im gleichen Sinne wird auch darauf verwiesen, daß die Bahngesellschaft nicht hätte dulden sollen, daß ihre Arbeiter den Bahnkörper als Weg benutzten; auch diese Duldung bedeute ein Verschulden, für dessen Folgen sie hafte. Indes ist vorstehend schon